

## Introduction

Sylvain Schirmann

---



### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/allemande/444>

DOI : [10.4000/allemande.444](https://doi.org/10.4000/allemande.444)

ISSN : 2605-7913

### Éditeur

Société d'études allemandes

### Édition imprimée

Date de publication : 26 juin 2015

Pagination : 3-4

ISSN : 0035-0974

### Référence électronique

Sylvain Schirmann, « Introduction », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande* [En ligne], 47-1 | 2015, mis en ligne le 13 décembre 2017, consulté le 25 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/allemande/444> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/allemande.444>

---

*Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*

## Dossier: L'Allemagne et l'Europe

### Introduction

■ Sylvain Schirmann \*

Dans l'Europe actuelle, l'Allemagne est un sujet politique dont les faits et gestes sont très largement commentés. À la faveur de la crise et de l'évolution politique européenne, la RFA est devenue – qu'elle l'ait souhaité ou non – le leader de fait en Europe. Mais c'est un hégémon qui, vicissitudes de l'histoire allemande aidant, s'est forgé depuis la Seconde Guerre mondiale une culture de la retenue et du consensus. Malgré cela, les succès économiques du modèle allemand suscitent eux en revanche critiques et surtout accréditent l'idée d'une « Europe allemande » moulée par les bons soins et la politique de fermeté (à l'égard du Sud, par exemple) de Berlin. Dans la relation entre l'Allemagne et l'Europe s'invite ainsi un premier débat : celui sur la puissance.

« Le colosse réticent » doit dorénavant pour certains prendre ses responsabilités et assumer un rôle sur le terrain des conflits. Est-ce possible compte tenu de l'histoire allemande du dernier siècle ? Pour d'autres en revanche, la RFA, avec des moyens économiques, serait en train d'imposer son modèle à l'Europe. En Allemagne même, l'idée n'est-elle pas répandue que pour sortir de la crise de la zone euro, il faut imiter le modèle vertueux mis en place par Berlin ? On y a parfois la tentation de dénoncer ce « Sud dépensier » pour lequel le contribuable allemand paye ! Mais ce modèle fait ailleurs l'effet d'un repoussoir, car assimilé à une volonté de l'Allemagne et des patrons de mettre fin à l'État providence. Se propage ainsi l'image d'une Allemagne assise sur ses succès économiques (comme naguère la France sur son stock d'or), seule gagnante du processus d'intégration européenne. Ces différentes critiques inquiètent les responsables allemands. Ceux-ci s'interrogent sur la meilleure manière possible de participer à la sécurité du monde, à l'approfondissement du projet européen. Si le fossé se creusait davantage encore entre Berlin et ses partenaires européens, le risque est grand d'un danger mortel pour l'Europe. Joschka Fischer le relevait à sa manière : quelle tragédie

---

\* Professeur à l'Institut d'études politiques, Université de Strasbourg.

et quelle ironie si l'Allemagne détruisait à nouveau l'ordre européen, cette fois-ci avec des moyens pacifiques et animée de bonnes intentions (25 mai 2012)! Il faudra donc répondre à cette question de la puissance.

La réponse dépend largement de la perception des défis par les différents acteurs. Si l'on se focalise sur les enjeux allemands, force est de constater qu'ils tournent autour de quelques axes majeurs : démographie vieillissante, tournant énergétique, dialogue et compromis social, conservation et approfondissement des acquis de l'intégration européenne. Ce dernier point est cependant de plus en plus contesté en Allemagne même. Se pose ensuite la question des rapports de l'Allemagne et de ses voisins proches : avec la France en premier lieu, car la relation entre Paris et Berlin reste la pierre angulaire du projet européen. Mais la RFA ne peut éviter non plus d'interroger son rapport à l'Europe centrale et orientale, et derrière elle à la Russie. Au-delà, c'est une réflexion géopolitique d'ensemble qui est nécessaire face aux grands enjeux planétaires. Elle s'impose aux acteurs politiques, mais pas exclusivement. Les milieux d'affaires s'y attèlent, tout comme les responsables syndicaux. Rainer Hoffmann (DGB) n'a-t-il pas préconisé en 2012 de réfléchir à un plan Marshall pour l'Europe ? La longue présence syndicale allemande dans les instances européennes, le soutien que le DGB a constamment apporté à cette construction du continent et ses réflexions sur la gouvernance européenne n'empêchent pas la centrale allemande de veiller aux préoccupations des différents secteurs de l'économie nationale. D'où parfois des incompréhensions avec d'autres forces syndicales européennes. Les fondations allemandes restent elles également actives sur la scène européenne. Elles accompagnent les transitions démocratiques des années 1960 à aujourd'hui (cf. leur présence en Ukraine). Mais leur stratégie de soutien aux élites n'est pas sans soulever certains paradoxes.

Placée au cœur de l'Europe (c'est le pays qui a le plus de voisins), l'Allemagne s'est de surcroît lancée dans une intense politique de voisinage, à travers la coopération transfrontalière. Petite politique extérieure ? Les acteurs y sont multiples, les champs d'intervention diversifiés. La coopération aux frontières sécurise, renforce la connaissance du voisin et surtout approfondit la construction européenne dans la mesure où elle favorise le marché intérieur, raffermit les politiques de cohésion. Elle accompagne la « grande politique bilatérale ». « Petit moteur franco-allemand » le long du Rhin, voire « germano-polonais » le long de l'Oder, elle fournit à l'Allemagne un terrain de première importance pour y pratiquer une solide politique économique extérieure. Un regard sur les investissements et les implantations allemands le long des frontières de la République fédérale le prouve aisément. Elle permet de surcroît une diplomatie de la réconciliation par les nombreux contacts, les jumelages et l'approfondissement du lien avec le voisin (dans ses multiples acceptions).

Modèle en Europe, repoussoir pour d'autres, l'Allemagne a intérêt à une consolidation politico-économique de l'Europe. C'est un enjeu pour elle, c'est un enjeu pour l'Europe. Le dossier de ce numéro aborde cette question existentielle pour les deux entités. Il s'articule autour de textes qui interrogent la place de l'Allemagne en Europe, les interrogations et incompréhensions qu'y suscite parfois sa politique. Il présente des stratégies d'acteurs allemands et entend ainsi apporter un éclairage sur la politique européenne de la RFA. Que les collègues qui ont apporté leur contribution au débat trouvent ici l'expression de ma profonde gratitude et de ma reconnaissance pour leur fidélité à la *Revue d'Allemagne*.